

### **Déclaration finale de la 12<sup>ème</sup> Session Plénière**

- Sous la Présidence de Monsieur Rachid Talbi El Alami, Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc et Président de l'Assemblée Parlementaire de l'Union pour la Méditerranée et à son invitation;
- En présence de parlements membres à la 12<sup>ème</sup> Session Plénière réunis à Tanger le 29 mai 2016 autour de la thématique:  
**“ENSEMBLE POUR UN AVENIR COMMUN DE L'ESPACE EURO-MEDITERRANEEN ” :**  
Une ambition de construire un meilleur ancrage interculturel méditerranéen générateur d'un développement partagé en matière de paix et de sécurité, de développement durable et prenant en compte les changements climatiques et la protection de l'environnement en Méditerranée;
- Animée par une volonté commune de poursuivre le dialogue Euro-méditerranéen, cette session 12<sup>ème</sup> session Plénière de l'Assemblée Parlementaire de l'Union pour la Méditerranée vient consolider les efforts déjà entrepris, afin de transformer la région méditerranéenne en un espace de paix, de démocratie, de coopération et de prospérité, et décide d'adresser les recommandations de cette session aux institutions de l'Union européenne et aux chefs d'État et de Gouvernement de l'Union pour la Méditerranée;
- Les délégations de Parlements de l'AP-UpM soulignent encore une fois l'importance de leur conviction de trouver des réponses concertées aux défis et menaces auxquels est confrontée cette région, et réitèrent leur engagement d'œuvrer solidairement pour redynamiser l'Union pour la Méditerranée et promouvoir davantage la politique de voisinage avec l'Union Européenne en exploitant toutes les opportunités de coopération au sein de cet espace en vue d'une sécurité durable et une prospérité partagée pour les peuples méditerranéens et a cet effet;
- Décident de renforcer les relations parlementaires et à soutenir le processus euro-méditerranéen selon une approche tendant à construire un meilleur ancrage interculturel méditerranéen générateur d'un développement partagé en matière de paix et de sécurité, de développement durable et prenant en compte les changements climatiques et la protection de l'environnement en Méditerranée et en y inscrivant une adhésion effective de la population méditerranéenne à travers des programmes universitaires dédiés et une gestion locale et régionale, de même que des projets concrets dont ils doivent bénéficier;
- **D'une part, les délégations de pays méditerranéens de l'AP-UpM réuni à Tanger, ont ainsi convenu:**
  - Que les autorités locales et régionales constituent des relais d'accompagnement clés dans l'émergence de politiques territoriales durables adaptées aux particularités locales et pour la mise en œuvre des projets concrets et inclusifs;
  - Invitent les Membres de l'UpM à renforcer leurs échanges d'expérience et de bonnes pratiques pour faciliter la décentralisation au Sud de la Méditerranée comme un aspect important de développement et de participation démocratique;
  - Considèrent opportun que les parlements ensemble avec les autorités locales, les universités, les partenaires sociaux et la société civile accompagnent les efforts des gouvernements pour promouvoir l'intégration régionale au sud de la Méditerranée;
- **D'autre part, appellent à travers cette 12<sup>ème</sup> Session qui a vocation de consolider la dynamique forte engendrée par les Etats membres de l'AP-UpM, à :**

- Combattre l'extrémisme et le terrorisme partout où il est, avec une prise de conscience de la gravité de la situation et la nécessité de conjuguer les efforts pour affronter la montée des menaces terroristes qui n'ont ni religion ni patrie, et à s'impliquer dans les efforts internationaux voués à la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans le monde et à la défense des valeurs humaines universelles en vue d'éviter que de nombreux pays continuent de subir des coups douloureux ;
- A davantage de coordination, de coopération et d'optimisation des ressources disponibles, pour garantir plus d'efficacité et d'impact à une action commune contre les bandes d'extrémistes et des groupes de terroristes qui persistent dans leurs menées méprisables, attentant à des vies humaines innocentes, sabotant les infrastructures économiques et détruisant les symboles multiséculaires du patrimoine et de la civilisation humaine et portant atteinte à l'intégrité territoriale des Etats, en vue de faire face à l'expansion inquiétante de ce fléau planétaire qui nous interpelle ;
- De mettre au point une stratégie globale répondant à une dimension sociale et de développement ainsi que des composantes éducative et religieuse basée sur la diffusion de la culture de la tolérance et de la modération ainsi que des partenariats loyaux, une coopération sincère et le respect des engagements;
- De lutter contre ce fléau en s'appuyant sur une volonté collective forte et sur une coopération et une coordination bilatérale et régionale et une combinaison de stratégies nationales intégrées, de même faire face aux illusions miroitées par les idéologies extrémistes en réhabilitant les valeurs religieuses, spirituelles, culturelles et humaines et en demeurant convaincus que ce fléau mondial ne doit être associé à aucune religion, civilisation ou culture.
- Conscients que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme nécessitent des réponses appropriées à l'évolution rapide des menaces terroristes, les Etats membres de la Méditerranée sont appelés à promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux en vue de prévenir le radicalisme devant s'insérer dans une approche participative et préventive, axée sur l'adhésion des citoyens aux efforts et aux mesures engagés par les institutions de l'Etat, et à adopter des stratégies globale combinant les actions de prévention destinées à éliminer les facteurs et les causes de l'extrémisme et les impératifs de la préservation de la sécurité et de la stabilité.
- Enfin, et tout en dénonçant et condamnant vigoureusement et sans réserve les attentats terroristes abjects perpétrés dans plusieurs villes méditerranéennes, et toutes les villes à travers le monde, nous réitérons notre solidarité et notre soutien à tous les peuples victimes des attaques terroristes et nous appelons à l'unité et au rassemblement afin de faire front à toute forme de violence contraires aux valeurs morales de l'Islam qui est une religion de miséricorde, de compassion, de tolérance, de paix, de respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, de même, à redoubler d'efforts dans le combat contre le terrorisme, et la radicalisation en vue de contrecarrer les idéologies terroristes et promouvoir la tolérance et le dialogue entre les cultures et les civilisations, la non-discrimination, les libertés fondamentales et la solidarité et assurer ainsi, la sécurité de nos populations méditerranéennes, favorisant la construction d'un espace euro-méditerranéen démocratique stable et prospère basé sur la légalité internationale et au recours aux voies pacifiques pour le règlement des conflits entre les Etats.

**Conscients que les questions de migration clandestine, de trafic de drogues et de circulation de flux financiers illégaux ont été fortifiés par d'autres menaces bien plus préoccupante qui risquent d'embraser tout le bassin méditerranéen et de se projeter à l'intérieur des continents africain, européen, les membres de délégations méditerranéens à la 12<sup>ème</sup> Session Plénière :**

- Expriment encore une fois, qu'il est de leur devoir moral et politique pour faire face à ces multiples défis qui sévissent la région, et plus particulièrement les menaces sécuritaires qui résident dans la montée de l'extrémisme et le développement du terrorisme, d'ouvrir un nouveau chantier de l'Union pour la méditerranée en y inscrivant une adhésion effective de la population méditerranéenne, axée sur le concept de sécurité humaine dans ses multiples facettes, y compris la sécurité spirituelle qui visent autant à lutter contre les risques sécuritaires que leur prévention.
- A cet effet, nous appelons à des politiques migratoires globales et cohérentes favorisant une amélioration de la mobilité dans la région euro-méditerranéenne avec une politique européenne commune pour la migration légale, basée sur de nouvelles voies légales et permettant plus de canaux humanitaires dans les pays méditerranéens les plus touchés par la migration conformément aux politiques migratoires des pays méditerranéens ;

**Par ailleurs, les membres de délégations méditerranéens à la 12<sup>ème</sup> Session Plénière réunis à la ville de Tanger, n'ont pas manqué de montrer leurs inquiétudes quant aux impacts du changement climatique sur l'environnement méditerranéen. A cet effet:**

- Exhortent les Parlements, les autorités locales, les partenaires sociaux et la société civile d'accompagner les efforts déjà engagés par les gouvernements, en vue de se pencher sur l'avenir du changement climatique méditerranéen et encouragent toutes les formes d'énergies renouvelables, et prendre en considération toutes les mesures d'économie d'énergie.
- Décident de travailler ensemble en vue de définir un plan d'action méditerranéen adéquat sur le réchauffement climatique et conçoivent parfaitement la situation géographique du bassin méditerranéen qui est une mer quasi fermée considérée comme étant une zone des plus sensibles aux changements climatiques touchée par une pollution sévère, et dont les impacts de la hausse des températures, la diminution des précipitations, l'augmentation du nombre et de l'intensité des événements extrêmes et la hausse possible du niveau de la mer se superposent et amplifient les pressions liées aux activités humaines déjà existantes sur l'environnement naturel.
- Inquiets de la situation de la raréfaction des ressources en eau dans le bassin sud de la Méditerranée, les Parlements de pays méditerranéens appellent à une action conjointe et rapide devant permettre des options d'adaptation identifiées et mises en place pour cette question cruciale de la raréfaction des ressources en eau dont les effets devraient avoir des conséquences lourdes au cours du 21<sup>ème</sup> siècle sur les activités humaines, en particulier sur l'agriculture, la pêche, le tourisme, les infrastructures, les zones côtières urbanisées ou encore la production d'hydroélectricité. Afin de minimiser autant que possible les dégâts et les pertes économiques.

**A cet effet, et sachant que le pari qui se pose à l'AP-UpM consiste à renforcer les relations parlementaires et à soutenir le processus euro-méditerranéen pour qu'il puisse se traduire en projets concrets :**

- Reconnaît l'importance du rôle central joué par l'UpM dans la promotion de la coopération régionale et l'intégration régionale dans la région méditerranéenne, et exprime sa satisfaction des progrès accomplis par l'UpM dans l'avancement de l'agenda régional, le renforcement du dialogue politique régional, en facilitant la mise en œuvre de plusieurs projets ayant un impact direct sur la population, et d'interagir avec tous les acteurs de la coopération dans la région.
- A cet égard, nous appelons les gouvernements à accroître leur soutien politique et financier à l'UpM et son Secrétariat général en vue d'intensifier l'impact et de contribuer davantage au développement socio-économique et humain régional.
- Les Présidents de Parlements et les Chefs de délégations de l'AP-UpM, notent avec satisfaction que la politique européenne de voisinage examiné (PEV) souligne que la coopération régionale dans le voisinage méridional a vu des progrès à travers l'Union pour la Méditerranée et que l'UpM a prouvé être un précieux forum de discussion

politique et économique, en fournissant un cadre pour la coopération sur les questions d'intérêt commun et sur des projets opérationnels dans la région. Dans ce contexte, encouragent la poursuite des complémentarités et des synergies entre la PEV et les activités UpM et appelle la PEV à renforcer son soutien aux efforts de coopération régionale de l'UpM.

- De même, encouragent à développer un partenariat renforcé et des synergies avec d'autres cadres et forums tels que l'Union du Maghreb arabe, Dialogue 5+5, ARLEM, la Ligue arabe de la Méditerranée, et en prenant en considération le lien stratégique avec les pays africains.
- Enfin, les membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la méditerranée réitèrent leur soutien à la reprise des pourparlers de paix et à toutes les initiatives internationales visant à parvenir à une solution juste et durable à la question Israélo-palestinienne, basée sur la solution des deux états ainsi que les références internationales et les accords signés.
- Souhaitent une résolution pacifique des crises, notamment au Yémen, en Syrie, en Irak et en Libye.